

Rapport d'activité du Réseau suisse des droits de l'enfant (janvier - décembre 2012)

1. Comité

Le comité s'est réuni à trois reprises pour des séances ordinaires et une fois pour une retraite d'une journée. Cette retraite a été l'occasion de se pencher de manière intensive sur les principaux projets du Réseau:

- "Les enfants ont des questions et des droits. A nous d'y répondre!": une campagne visant à sensibiliser les organes décisionnaires de l'Etat à la Convention des droits de l'enfant en amont de la prochaine publication de rapport;
- Actualisation du rapport des ONG et examen de projets en vue de l'implication d'enfants et de jeunes dans l'élaboration du rapport de l'Etat;
- Financement du Réseau et, en particulier, la possibilité de développer une offre de services payants visant à augmenter les recettes.

La représentation de Terre des hommes – aide à l'enfance a été reprise par Pierre Zwahlen après le départ de Peter Brey. Action Innocence et Kindernothilfe Schweiz ont été admis en tant que nouveaux membres alors qu'AvenirSocial a résilié son statut de membre.

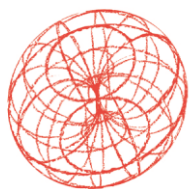
Suite à notre demande en tant qu'organisation à but non lucratif, les autorités fiscales du canton de Berne ont exempté l'association du Réseau suisse des droits de l'enfant de l'obligation de payer des impôts.

2. Projets

- **Processus d'élaboration du rapport de l'Etat**

En juillet 2012, enfin, le Conseil Fédéral a rendu public le 2^e, 3^e et 4^e rapport officiel de la Suisse sur la Convention des droits de l'enfant. Entre temps, le Réseau suisse des droits de l'enfant a pris connaissance de ce rapport et a entamé le travail pour l'actualisation du rapport des ONG datant de 2009. Le RSDE a en outre profité d'une conférence en décembre 2012 à l'Institut Universitaire Kurt Boesch (IUKB), dans le cadre du Centre suisse de compétence pour les droits humains, pour exposer des points critiques dans la mise en œuvre de la CDE en Suisse.

D'autres processus de surveillance des droits humains ont leur importance, mis à part la CDE, lorsqu'il s'agit d'élaborer un rapport sur les droits de l'enfant. En automne 2012, le RSDE s'est engagé dans le processus d'examen de la Suisse par le Conseil des Nations Unies pour les droits de l'homme au sein de la coalition d'ONG pour la "Universal Periodic Review".



- **3^e Protocole facultatif de la Convention des droits de l'enfant (recours individuels pour les enfants)**

Le groupe de travail a préparé, lors de ses trois séances, un document de positionnement et une intervention parlementaire pour la conseillère nationale Viola Amherd. Entre temps, le Conseil fédéral a répondu à cette motion en recommandant son refus. En même temps il se déclarait prêt à examiner de manière approfondie les effets d'une ratification sur le droit suisse.

- **Campagne de sensibilisation "Les enfants ont des questions et des droits. A nous d'y répondre!"**

L'idée de ce projet a été présentée lors de l'assemblée générale de 2012. La conception et la réalisation de la campagne ont ensuite été confiées à ProjektForum. Trois instruments ont été développés avant la fin de l'année (site web, fil conducteur "checkliste des droits de l'enfant" et présence sur place). Le lancement de la campagne aura lieu lors de l'assemblée générale 2013, puis elle sera mise en œuvre à travers des présentations auprès des organes décisionnaires.

La campagne bénéficie d'un soutien financier et thématique particulier grâce à Jacobs Foundation, Kinderdorf Pestalozzi, Kindernothilfe Schweiz, Pro Juventute, Save the Children Suisse et Terre des hommes – aide à l'enfance.

3. Monitoring

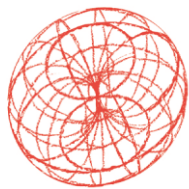
Les sujets d'actualité pertinents du point de vue de la politique des droits de l'enfant sont saisis et communiqués en continu sur notre site web ainsi que dans la newsletter électronique.

4. Communication: site web, newsletter électronique et communiqués de presse

Grâce à la collaboration rédactionnelle avec l'Institut International des Droits de l'enfant, les infos publiées sur le site web et dans la newsletter paraissent en langue allemande et française sans différence qualitative.

Au cours de l'année 2012 ont été publiées 35 brèves en allemand et français dans la rubrique principale "actualités" du site web et cinq newsletters bilingues. Les perspectives et rétrospectives des sessions des chambres fédérales constituent, entre temps, un élément bien établi de cette communication. En outre, les trois principaux volets de notre monitoring, à savoir l'observation des médias, des décisions juridiques et de la politique fédérale, ont été rendus accessibles à nos membres grâce à l'intranet.

En novembre 2012, à l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, la nouvelle plateforme présentant les logos des organisations membres actives ainsi qu'un calendrier des manifestations actualisé ont été mis en service. Un communiqué de presse faisant le bilan après 15 ans de CDE en Suisse a été diffusé le 20 novembre.



5. Communication: dialogues

La CDE constitue un champ thématique très vaste. Le bureau du Réseau suisse des droits de l'enfant se focalise essentiellement sur les sujets relatifs aux mesures générales d'application (General Measures of Implementation: Article 4, Article 42, Article 44 Chap. 6 CDE). Face à des sujets trop spécifiques, le bureau préfère garder une certaine retenue. Une implication peut être envisagée si le sujet a de l'importance par rapport à la procédure d'élaboration des rapports, qu'il ne demande qu'un investissement limité en travail et qu'il est peu couvert par les organisations membres. Concrètement, les relations suivantes ont été entretenues:

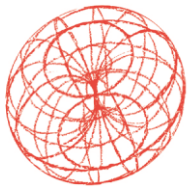
- Contacts avec les instances fédérales au sein du DFAE, DFJP, DFI et avec certaines instances cantonales;
- Participation à des échanges thématiques du Centre suisse de compétence pour les droits humains;
- Le RSDE est actuellement impliqué dans trois alliances d'ONG: le groupe de travail des ONG sur la stratégie du Conseil fédéral face à la pauvreté, la plateforme droits humains des ONG et la Coalition Education ONG;
- Echanges avec les organisations partenaires (p. ex. Unicef, observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers, Jacobs-Foundation, StimmeQ, etc.)

Au niveau international, une rencontre a eu lieu en février entre le RSDE et les réseaux partenaires en Allemagne et en Autriche. L'échange d'expériences a été particulièrement enrichissant en ce qui concerne la participation au processus d'élaboration des rapports officiels et le suivi des recommandations du Comité des droits de l'enfant. Par ailleurs, le RSDE a participé à l'assemblée annuelle du NGO-Group for the Convention on the Rights of the Child ainsi qu'à la journée Day of General Discussion du Comité de l'ONU pour les droits de l'enfant, sur le sujet des droits de l'enfant dans un contexte de migration internationale.

6. Contributions thématiques et prises de position

Les informations obtenues grâce au monitoring sont analysées en continu et redirigées vers les canaux d'information disponibles sur internet. Il en résulte fréquemment des analyses plus étendues ou des articles pour des publications spécialisées. Le RSDE a également rendu publiques des prises de position dans le cadre de procédures de consultation de la Confédération, dans la mesure où il y a été invité:

- Les droits de l'enfant contre la pauvreté („Kinderrechte gegen Armut“), une contribution à l'almanach social de CARITAS 2012;
- Les droits de l'enfant dans la politique en matière de dépendances ("Kinderrechte in der Suchtpolitik") article paru dans Suchtmagazin 5/2012;
- Protection et promotion avec les droits de l'enfant ("Schutz und Förderung mit Kinderrechten"), contribution au Forum des Berufsverbandes der Früherzieherinnen und Früherzieher;
- Exposé sur le sujet de la participation et de l'auto-détermination d'enfants handicapés lors de l'assemblée annuelle du centre Zentrum für selbstbestimmtes Leben;
- Prise de position sur le 3^e protocole facultatif en lien avec la Convention relative aux droits de l'enfant (recours individuels pour les enfants);



Netzwerk **Kinderrechte** Schweiz
Réseau suisse des **droits de l'enfant**
Rete svizzera **diritti del bambino**
Child Rights Network Switzerland

- Fiche factuelle sur la responsabilité de l'économie privée en lien avec les droits de l'enfant;
- Synthèse avec commentaire bref sur les recommandations issues de l'examen périodique universel (UPR) de la Suisse auprès du Conseil des droits de l'homme de l'ONU;
- Document de travail et prise de position dans le cadre de la procédure de consultation autour de la révision de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA) en relation à la formation professionnelle des jeunes sans-papiers;
- Document de travail et prise de position sur la mise en œuvre de l'initiative sur les renvois;
- Document de travail et prise de position sur la révision du droit en matière de contribution d'entretien.